

(158)  
324

Article de l'Eglise apporté au tiers Estat par Monsieur l'Euefque de Mascon, le matin V. iour de Ianuier 1615.

**L**Es detestables parricides cōmis és personnes sacreez de nos Rois, ont fait cognoistre par experience, au malheur de la France, que les Loix & les peines temporelles, n'estoient pas suffisantes pour en destourner les damnables auteurs, qui induis & seduis, par vn artifice du Diable, ont commis telles abominations, & merité d'attirer les peines eternelles. C'est pourquoy les Prelats de vostre Royaume, ausquels Dieu a commis le soing & la conduite des ames & des consciences de vos peuples, desirants tant comme Pasteurs, que comme fidels subiects de vostre Maiesté, pour-

ueoir autant qu'il est possible à la seureté  
 de vostre personne, & au repos de vostre  
 Estat, ont estimé estre de leur deuoir &  
 auctorité paternelle, pour arracher &  
 destourner ceste abominable fureur de  
 rebellion & parricide du cœur & de la  
 pensee de tous ceux qui veulent obeir à  
 la voix du saint Esprit, prononcee par  
 l'Oracle infalible de l'Eglise Vniuerselle,  
 & euitier la damnation eternelle, preparee  
 à ceux qui y contreuiennent, de renou-  
 ueller & faire publier le decret de la Se-  
 ction 15. du Concile de Constance tenu  
 il y a deux cent ans, par lequel decret  
 sont declarez abominables, heretiques,  
 & condânez aux peines eternelles tous  
 ceux qui sous quelque pretexte que ce  
 soit, voudroyent maintenir qu'il soit per-  
 mis d'attenter à la personne sacrée des  
 Roys, & mesmes des tyrans : Laquelle  
 publication de l'auctorité de l'Eglise,  
 lesdits Prelats supplient tres-humble-  
 ment vostre Maiesté d'auoir pour ag-  
 greable, comme estant pour l'Instruction  
 de vós peuples, seul propre remede à lier  
 & obliger les consciences, & les deserrer  
 de toutes telles Execrables Imaginatiōs:  
 En outre supplie vostre Maiesté d'escire  
 ou faire entendre par son Ambassadeur à

nostre Tres-sainct Pere le Pape ladite publication & renouvellement dudit S. Decret; Suppliant sa Saincteté, de vouloir de son auctorité Apostolique faire vne declaration d'approuver ledit S. Decret, comme ses predecesseurs ont fait; Offrants lesdits Prelats d'y adiouster tres-humbles supplications si besoing est.

Par le Commandement de Nostreigneurs, Signé Berthier, & Bertheuille.

## AV LECTEUR.

**A** MI Lecteur, considere par cet Article que Messieurs du Clergé sont grandement à louer de ce qu'ils declarent, que comme fidels subiects du Roy ils desirent pourueoir à la seurcté de sa personne, & repos de son Estat, à cause des detestables parricides commis par vn artifice du Diable, és personnes sacreez de nos Rois ses Predecesseurs: Mais que le seul renouvellement du decret de la Section 15. du Concile de Constance qu'ils requierent estre fait; ne peut deterrer les subiects de sa Majesté, & les Peuples, de toutes telles execrables imaginations & abominables parrici-

des: d'autant que ceux qui ont renouuel-  
lé & remis en lumiere la Doctrine & les  
Maximes, lesquelles ont esté prises pour  
pretexte & fondement par ces detesta-  
bles Affassins, interpretent ce Decret à  
leur aduantage, & s'en seruent pour fau-  
toriser & iustifier: Entre autres SVAREZ  
*natif de Grenade, Iesuite*, en son Liure in-  
titulé, *Defensio fidei Catholicæ*, &c. liu. 6.  
chap. 4. nomb. 14. en ces termes; Ex hac  
posteriori resolutione de proprio tyran-  
no, sequitur priorem de Rege tyrannice  
gubernante solum procedere ante sen-  
tentiam depositionis contra talem Re-  
gem latam; non vero post illam. Nam  
sequela habet in primis magnum funda-  
mentum in Concilio Constantiensi:  
quia illud tantum loquitur de interfi-  
ciente Principem tyrannum priuata au-  
thoritate, non expectata sententia vel  
mandato iudicis cuiuscumque: sic enim  
Concilium Constantiense contrariam  
assertionem damnauit: Ergo si iudex  
legitimus talis Regis, quicumque ille sit,  
vel esse possit, contra illum iustam sen-  
tentiam tulit, quæ eum ipso facto à Re-  
gno deposuit, iam non procedet Con-  
cilij definitio. Deinde cessat etiam ra-  
tio facti, & ita non habebit tunc locum

primâ assertio vt proposita est : Nam tunc iam supponitur expectata sententia iusta, & legitima; Et sic non procedit aggressor auctoritate priuata, sed in virtute Sententiæ, & consequenter vt instrumentum auctoritatis publicæ. Denique postquam Rex legitime depositus est, iam non est Rex, neque Princeps legitimus, &c. & consequenter à quocunque priuato poterit interfici, &c. At vero in summo Pontifice est hæc potestas tanquam in superiori habente iurisdictionem ad corripiendum Reges, etiam supremos tanquam sibi subditos, vt supra ostensum est. Vnde si crimina sint in materia spirituali, vt est crimen hæresis, potest directè illa punire in Rege, &c. Potest Pontifex alicui Regno præcipere, vt se inconsulto contra Regem suum non insurgat, vel illum non deponat, nisi prius causa & ratione ab ipso cognita propter moralia pericula, & animarum dispendia, quæ in his tumultibus popularibus moraliter interueniunt, & ad vitandos seditiones & iniustas rebelliones. Vnde in Historiis legimus, fere semper Regna in huiusmodi casibus Pontifices consuluisse, vel etiam ab eo petiuisse, vt Regem ineptum vel

tyrannum deponeret: vt de Childerico Rege Galliæ tempore Zachariæ Papæ, &c. Hoc ergo posito fundamento dicendum est in puncto vltimo proposito, post Sententiam condemnatoriam Regis de Regni priuatione, latam per legitimam potestatem, vel quod perinde est post Sententiam declaratoriam criminis habentis talem pœnam ipso iure impositam, posse quidem eum, qui sententiam tulit, vel cui ipse commiserit, Regem priuare Regno etiam illum interficiendo, si aliter non potuerit, vel si iusta sententia ad hanc etiam pœnam extendatur, &c. Nam qui potest aliquem iuste condemnare, potest etiam pœnam exequi, per se, vel per auxilia ad id necessaria; alias frustra esset illa potestas dicendi ius sine potestate efficaciter coactiua. Atque hac ratione, vt recte facit minister Regis interficiendo hominem ex præcepto Regis, quia hunc magis potestatem Regis, quam suam exequitur. Ita quando respublica iuste potest Regem deponere, recte faciunt ministri eius Regem cogendo, vel interficiendo, si sit necesse, quia iam non potestate priuata sed publica operantur.

*C'est à dire, de ceste derniere resolu-*

tion, touchant le vray Tiran: Il s'ensuit que la precedente touchant le Roy qui gouuerne tyranniquement, a seulement lieu auparauant la sentence de deposition donnee contre vn tel Roy, mais non apres. Car cette consequence est principalement fondee sur le Concile de Constance, par ce qu'il parle seulement de celuy qui tuë vn Prince Tiran, de sa propre autorité, sans attendre la sentence, ou le mandement de Iuge quelconque: Par ainsi l'assertion contraire a esté condamnée par ledit Concile; doncques, si le Iuge legitime d'vn tel Roy, quel qu'il soit, ou puisse estre adonné contre luy vne iuste sentence, par laquelle, pour ce fait, il l'aye déposé de son Royaume: lors le decret de ce Concile n'aura pas lieu. D'auantage, la consideration du fait cesse, & ainsi lors la premiere assertion, ainsi qu'elle a esté proposée n'aura pas lieu, veu qu'alors on presuppose que la sentence iuste & legitime a esté attendue, & par ainsi l'agresseur ne procede pas d'autorité priuce, mais par vertu de la sentence, & consequemment comme instrument de l'autorité publique; finalement apres que le Roy est legitiment déposé, il n'est plus Roy, ni

Prince légitime, &c. Et conséquemment il pourra estre tué par vn particulier, quel qu'il soit, &c.

Mais certes cette puissance est au Pape, comme au Supérieur qui a iurisdiction pour corriger les Rois, même les Souverains, comme luy estants subiects, comme il a esté monstre cy-dessus, par tant, si les crimes sont en matiere spirituelle, comme est l'heresie, il peut les punir directement en vn Roy, &c.

Le Pape peut commander à vn Royaume, de ne le point souleuer sans son aduis contre son Roy, ou de ne le pas déposer, que premierement il n'ayt eu cognoissance des causes & des raisons, à cause du danger és mœurs, & pertes des ames qui arriuent ordinairement en ces tumultes populaires : & pour euitier aux seditions & iniustes rebellions, d'où nous lisons és histoires que les Royaumes ont presque tousiours prins conseil des Papes en semblables occurrences, mesmes l'ont requis de déposer vn Roy inepte, ou Tyran, comme nous lisons de Chilperic Roy de France, au temps du Pape Zacharie, &c.

Ce fondement estant ainsi posé, il faut conclurre touchant le point dernier proposé,



posé, qu'après la censure, portant condamnation contre le Roy, de la priuation de son Royaume, donnée par vne puissance legitime, ou ce qui est semblable, après la sentence faisant mention du crime, auquel telle punition est imposée de droit, celuy qui a donné la censure, ou qui aura par luy esté commis pourra priuer le Roy de la Royauté, mesmes en l'assassinant, s'il ne se peut autrement, ou si vne iuste sentence s'estend iusques à ceste punition, &c. Car celuy qui peut iustement condamner quelqu'un, peut aussi mettre à execution la peine par luy ordonnée, ou par soy-mesme, ou par aydes à ce necessaires; autrement cette puissance de iurisdiction seroit frustratoire, sans la puissance effectivement coactiue. Et par cette raison, tout ainsi que l'officier du Roy *faict bien en tuant vn homme* par le commandement du Roy, parce qu'alors il execute plustost la puissance du Roy que la sienne; de mesme, quand la Republique peut iustement déposer vn Roy, ces Officiers font bien *en forçant le Roy, ou le tuant*, s'il est necessaire, parce que lors ils ne travaillent pas d'autorité priuee, mais publique.

A quoy est conforme ce que dit RICHOME Prouençal Iesuite, en son liure, intitulé, *Examen categorique du libelle Anticoton*, &c. imprimé à Bordeaux par Iacque Marcan, l'an 1613. au chapitre 6. pag. 57. Combien de bons Docteurs ont enseigné qu'il est loisible & honorable de tuer les Tyrans, &c. Vn peu apres, en la mesme page; Ta malice appert, premièrement en ce que tu attaques ceux de nostre robe en la doctrine contre les Tyrans, comme si ce qu'ils en disent estoit opinion propre à eux, & non commune à tous les Docteurs Catholiques. Et en la page 66. Il ne s'ensuit pas, que ceux qui enseignent de tuer les Rois soient coupables du crime obiecté par toy, par ce qu'il y peut auoir eu exception es Iesuites, en la personne d'un tel Roy. Et au chap. 16. page 188. Afin que personne en choses douteuses ne se dispense de son serment par conscience erronnee, il est plus asseuré que cela se face par auctorité & sagesse du Pere spirituel, que par prudence particuliere d'un chascun.

Comme aussi ce qu'il dit en son liure, intitulé, *La verité defendue*, imprimé à Thoulouse, par la vesue de Iacques Colomicz, l'an 1595. en la page 71. sur la fin; Veu que Dieu peut transferer un Royaume en mille façons par les armes des Payens, des Mores,

*des Turcs ; entre les Chrestiens il n'y peut auoir vne plus douce voye, plus raisonnable, & plus asseuree, que par l'entremise & auctorité du Chef de l'Eglise, & commun Pere des Chrestiens, qui assiste particulièrement de Dieu, & de gens de science & conscience, ne fera rien contre le droict des legitimes successeurs. Et en la page 74. Ainsi voyons nous que l'estat assiste l'Eglise, quand elle en a besoin : Et l'Eglise le gouuerne touchant le spirituel, & luy laisse gouuerner son temporel, tant qu'il faiet bien ; Mais s'il fait mal, elle le secourt par remedes spirituels & temporels.*

Et ce qu'a escrit le Pere COTON, en son Institution Catholique, imprimee à Paris l'an 1610. chez Claude Chapelier, faisant responce à la 35. demande de du Moulin, en ces termes ; *Et d'autant que la Religion & l'Estat ont vne si estroite liaison que le bien & le mal de l'un depend souvent de l'autre, il faut aduoüer, que quand les Papes ont soin de l'un directement, ils l'ont coniointement, & en quelque maniere, de l'autre.*

Et ce qu'ont escrit trente trois de la mesme Compagnie de I E S V S ; desquels le Chef est le Cardinal Bellarmin, qui en a faiet deux liures expressement ; l'un intitulé, *Les disputes sur les Controuerses de la*

Foy Chrestienne, &c. imprimez à Ingolstat par Adam Sartorius, l'an 1601. au chap. 6. liure 5. auquel il dit que le Pape, comme Pape, a souveraine puissance de disposer des choses temporelles de tous Chrestiens, par relation au bien spirituel ; ce que plusieurs expliquent par comparaison avec l'art de faire des freins & mords à cheval.

Et Martin BECANVS, lequel en la page 146. de son liure intitulé, *La Controverse d'Angleterre touchant la puissance du Pape & du Roy*, reueu & augmenté, & imprimé à Majence chez Jean Albin en l'année 1613. approuvé par Henry Scherenus Prouincial de la Societé de IESVS, ayant puissance de Claude Aquaiua general de ceste Societé, dit ; Par les CHIENS, sont entendus, entre autres, les ROYS, & Empereurs, &c. partant ces CHIENS, tandis qu'ils sont FIDELS & vigilans, ils doivent obeir au Berger : Mais, s'ils sont paresseux & oisifs, &c. le Berger les doit incontinent oster & deposer de leur office. LA DROICTE RAISON enseigne cela.

De sorte qu'il est necessaire de condamner ces euasions & mauuaises interpretations, pour pourueoir avec effect à la seureté de la vie de nos Rois, & repos de leurs subiects, & conseruation de

ce Royaume ; & pour empescher qu'à l'aduenir parricides semblables à ceux que nous auons veus avec vne extreme regret, ne soient commis souz prétexte de Religion : Veu mesmes que sur icelles s'est fondé vn detestable scelerat nommé Scioppius Encomiaste de ces parricides, afin d'en attirer d'autres, disant en vn liure qu'il a intitulé, *Ecclesiasticus*, qu'il n'y a que les Turcs & les heretiques, qui ayent regretté la mort de nostre Roy HENRY le Grand, & condamné le faict de Rauaillac : pourquoy, tres-iustement, par Arrest du Parlement des Pairs de France, il a esté ordonné que ce detestable liure seroit brulé par l'executeur de la haute Iustice: & l'auteur merite de l'estre, & d'estre à ceste fin recherché par tout où il se peut retirer.

Et ces euasions & mauuaises interpretations ne peuuent estre condamnées & abolies, qu'en requerant nostre Roy de se maintenir en la possession, en laquelle ses predecesseurs & luy sont nez, & ont tousiours esté, ainsi qu'il est notoire, de ne recognoistre aucun Superieur au temporel de son Royaume, sinon DIEU seul ; & de n'admettre aucune Puissance qu'elle qu'elle soit, spirituelle ou temporelle, pour auoir droit & pouoir

de dispenser ses subiects du serment de Fidelité & obeissance qu'ils luy doiuent, & le suspendre, priuier ou deposer de ses Royaumes; encores moins d'attenter ou faire attenter par auctorité, soit publique ou priuee, sur sa personne, & sur celle de ses Successeurs; & à ceste fin donner Sentence.

En quoy Messieurs les Archeuesques, Euesques, & autres Prelats & Ecclesiastiques de France ne feront rien que ce qui a esté fait par ceux qui ont tenu mesmes qualitez & dignitez soubs Louis le Debonnaire, Lothaire, Charles le Chauue, Hugues Capet, Philippe premier, Louis le Gros, Philippe Auguste, S. Louis, Philippe le Bel, Louis XII. predcesseurs de nostre Roy, Treschrestiens & Tres-Catholiques, en subiects & occurrences d'importance d'autant moindre, que le bien, duquel il s'agissoit lors, n'est rien au pris de la vie, de laquelle principalement il est question maintenant. On ne peut dire qu'ils n'y soyent obligez de necessité, puis qu'ils sont subiects du Roy, & luy ont presté serment de fidelité; & ne peuuent conseruer leurs vies & leurs biens qu'en la conseruation de la personne sacree de nostre Roy & de ce Royaume.

Pour Messieurs les Cardinaux, on ne leur

fera point de tort, si on leur dit que c'est leur cause propre, & qu'ils y ont le principal interest; & partant qu'ils ne sont receuables à opiner & deliberer sur ce subiect, & ne le peuuent faire raisonnablement. C'est leur cause propre, & ils y ont le principal interest, puis que, comme estants généraux Inquisiteurs en toute la Republique Chrestienne, par le Liure intitulé, *Directorium Inquisitorum*, imprimé à Rome au logis du Peuple Romain, en l'an 1585. fondemēt de ceste Doctrine, la puissance leur est attribuee de proceder contre les Rois, Princes, Marquis, Comtes, Barons, & leurs Magistrats & Officiers, & de les deposer de leurs Royaumes, Principautez, Terres, Seigneuries, & Offices, & informer de nouveau contre eux, quelques Sentences d'absolution qu'ils ayent obtenuës, comme ne pouuants passer en force de chose iugee, & de faire & parfaire leurs Procés, & donner Sentence de mutilation de membre, ou effusion de sang, iusques à la mort naturelle inclusiuement, sans encourir aucune Censure, ni irregularité, & que par ce mesme Liure, il est dit que tous les Princes en ceste cause leur sont à bon droit assubiectis. Il seroit dif-

ficile, voire du tout impossible de croire  
 cecy, si on ne voyoit les propres termes  
 de ce Liure. Ils sont tels és pages 131.  
 435. 577. 603. 727. 743. de la premiere  
 partie; & en la page 169. de la seconde  
 partie, intitulee, *Litteræ Apostolicæ pro*  
*officio sanctissimæ Inquisitionis*: Hodie  
 illustrissimos ac reuerendissimos Cardi-  
 nales Inquisitores generales in tota Republica  
 Christiana per literas consulere licet,  
 quibus Principes omnes in hac causa merito  
 subiiciuntur, vt ordinatione quadam Pij  
 V. Pontificis maximi iustissime cauetur.  
 &c. Dominus noster Papa interdum imme-  
 diate Inquisitorem instituit oraculo vine  
 vocis, & per suas literas Apostolicas in-  
 terdum committit alicui Domino Car-  
 dinali seu eius Legato. &c. Consularem  
 vt contra Reges & Regales personas publice  
 non procederent Inquisitores; sed vt  
 tutius & cautius negotium fidei possit agi,  
 informaretur primitus Dominus noster Pa-  
 pa, vt procederetur eius consilio & man-  
 dato, & secundum modum quem ipse decrene-  
 rit obseruandum, &c. Inde videmus ac  
 scimus Papam priuare Reges suis Regnis. Po-  
 terit ergo eorum bona confiscare & cui  
 voluerit applicare, &c. Filios & nepotes  
 hæreticorum, fautorum, & similium,  
 non



non modo fieri inhabiles ad officia & beneficia, verum etiam ipso iure privari omnibus illis. Idem videtur tenere Palacius Rubius tractatu de regno Navarre, part. 9a S. 8. Nam *Filius hæreticorum, quamvis Catholicis, nihil penitus est relinquendum, neque etiam legitima quæ quodammodo iure nature debita videtur. &c.* Paulus IV. statuit vt clerici sæculares ac regulares ac *S. R. E. Cardinales*, non solum in causis hæresis sed etiam in quacumque causa criminali, sententiam possent dicere contra reos, etiam usque ad mutilationem membri, & ad mortem naturalem incluse, absque alicuius censura vel irregularitatis incurso. &c. PIVS V. decrevit omnes & singulas & quascunque absolutorias Sententias nunquam fecisse nec in futurum facere posse transitum in rem iudicatam. Et his non obstantibus per prædictum sanctum Officium sanctę Inquisitionis ac dilectos filios modernos & pro tempore existentes, *S. R. E. Cardinales hæreticę pravitatis Inquisitores*, contra eosdem reos delatos & inquisitos, etiamsi fuerint & sint Barones, Comites, Marchiones, Duces, REGES, & Imperatores, denuo inquiri & procedi posse & debere. &c. Qui adstant Inquisitoribus, indulgentiam

consequuntur plenariam , cum in prosecutione (alibi, executione) negotij moriuntur. hoc priuilegio hodie in primis gaudent *Crucesignati*. C'est à dire; Aujourd'huy on peut prendre conseil par Lettres, des *illustrissimes & reuerendissimes* Cardinaux Inquisiteurs generaux en toute la Republique Chrestienne , auxquels tous les *Princes en ceste cause sont à bon droit assubiectis*, ainsi qu'il est tres-iustement ordonné par vn decret du Pape Pie V. &c. Nostre sainct Pere le Pape quelquefois immediatement institué vn Inquisiteur par l'oracle de sa propre bouche, & par ses Lettres Apostoliques, quelquefois il en donne charge à quelqu'un de Messieurs les Cardinaux, ou à son Legat. &c. Je serois d'aduuis que les Inquisiteurs ne procedassent pas publiquement contre les Rois & personnes Royales: mais afin que la cause de la foy puisse estre conduite plus seurement, que l'on en donnast premierement aduis à nostre sainct Pere le Pape, pour y estre procedé selon son conseil & mādement, & selon la forme qu'il aura luy mesme ordonné y estre obseruée. &c. De la nous voyons & apprenons que le Pape priue les Rois de leurs Royaumes: il pourra donc confisquer leurs biens & les don-

ner a qui il voudra. &c. Que les enfans & nepueus des heretiques, des fauteurs, & semblables, ne sont pas seulement rendus inhabiles d'obtenir à l'aduenir offices & benefices; mais aussi que de droict ils sont priuez de tous ceux qu'ils tenoient. Palacius Rubius semble tenir le mesme au traitté du Royaume de Nauarre, part. 5. S. 8. &c. Car aux enfans des heretiques, bien qu'ils soyent Catholiques, il ne faut rien laisser du tout, non pas mesme la legitime, laquelle semble aulcunement estre deuë par le droict de nature. &c. Paul IV. a ordonné que les Clercs seculiers & reguliers, & les Cardinaux de la saincte Eglise de Rome, non seulement es causes d'heresie, mais aussi en toute autre cause criminelle, peussent donner Iugement contre les criminels, iusques à mutilation de membre, & à la mort naturelle inclusiuement; sans encourir aucune Censure, ni irregularité. &c. Pie V. a ordonné que toutes & chascunes Sentences d'absolution, qu'elles qu'elles soient, sous quelques termes qu'elles soient conceuës, n'ont iamais passé, & ne peuuent à l'aduenir passer en force de chose iugee: & que nonobstant icelles, il peut & doit estre de nouueau informé & procedé par le susdit tressainct Office de la saincte Inquisition, & par

nos treschers fils les modernes, & estants de present *Cardinaux de la saincte Eglise de Rome, Inquisiteurs de l'heretique peruersité*, contre les mesmes deferez & mis à l'inquisition, iacoit qu'ils ayent esté & soiët, *Barons, Comtes, Marquis, Ducs, ROYS & Empereurs. &c.* Ceux qui assistent les Inquisiteurs obtiennent indulgence plenièrè, *lors qu'ils meurent en la poursuite & execution de l'affaire.* Auioird'huy principalement les *Croisez* iouissent de ce priuilege. Si Messieurs les *Cardinaux* ont les qualitez requises pour mettre à execution & en pratique ces Propositions, deposer nos Rois, & faire de leur vies & de leurs Estats vne question problematique & indifferente, & par ainsi renuerfer la loy Salique, fondement de ce Royaume, & le conferer comme vn Benefice, ie le laisse à iuger à ceux qui ne sont ni d'esprit ni de corps aucuglez.

Par ces Propositions il appert indubitablement qu'il s'agist à present de *l'Empire, & non point de la Religion.* Et l'on ne s'abuse point quand on le resoult & dit de ceste façon, avec des plus celebres & plus Catholiques personnages que le Soleil ait esclairez, au nombre desquels les Hespagnols mettront Jacques

de Valdes professeur en droict canon à Vailladolid, & depuis Conseiller & Auditeur en la Cour souueraine de Grenade, parlant ainsi au chapitre 22. nombre 41. de son Liure, touchant la dignité des Rois d'Hespagne, composé par l'expres commandement de Philippe II. Roy d'Hespagne, & approuué par Garcias Loaysa, iadis Precepteur de Philippe III. Roy d'Hespagne, & depuis Archeuesque de Toledé; *Neque obiici potest Philippum II. Regem Catholicum & Religiosissimum, bellum intulisse Paulo IV. Pontifici; nam illa bella potius laudi tribuenda sunt Philippo magno: cum enim de Imperio ageret Paulus IV. non de Religione, & à Philippo vellet auferre regnum Neapolitanum iure proprio & hereditario quæsitum, ac suscitaret Henricum II. Regem Gallie ad eam rem, cum Philippus in re temporali ius suum tueri deuinctus esset, nec pati spoliū deberet, solum exercitum ad tuendum Regnum & vim vi repellendam paratum habuit.* c'est à dire; Et l'on ne peut obiecter que Philippe II. Roy Catholique & tres-religieux, a faict la guerre au Pape Paul IV. car ceste guerre doit plustost estre attribuee à louange à Philippe le Grand: parce que le Pape Paul IV. agissant de l'Empire, non de la Religion, &

voulant oster au Roy Philippe le Royaume de Naples à luy appartenant *de son propre, & par succession*, & luy suscitant à ceste fin Henry II. Roy de France, le Roy Philippe *estant tenu de defendre & conseruer son droict pour le temporel*, & ne pouuant endurer d'estre despoillé, il a seulement eu son armee prestee pour conseruer son Royaume, & repousser force par force.

Mais bien ceux-là s'abusent ils seuls, (fils ne veulent abuser les autres,) qui disent que ceux lesquels requierent la condamnation de ceste Doctrine de deposer & tuer les Rois & Princes, & dispenser leurs subiects du serment de fidelité, veulent faire vn schisme en l'Eglise. Messieurs du Parlement, & Messieurs du tiers-Estat, (lesquels meus seulement de l'affection qu'ils doiuent, par le commandement expres de DIEU, rendre au ROY, veulent ceste condamnation,) ne demandent point de schisme ni de des-vnion. Il n'y a terme, qui en approche, dans l'Arrest de Messieurs du Parlement, ni dans l'Article du Cahier general, resolu par Messieurs les Deputez du tiers-Estat, sur la condamnation de ceste Doctrine. De nouueau au Parlement

il n'a rien esté iugé; au tiers-Estat, rien demandé ni resolu. C'est le mesme que ce qu'il est notoire auoir esté tousiours inuiolablement gardé & obserué en ce Royaume, ainsi qu'ont soustenu le Clerge, la Noblesse, & le tiers-Estat de France pour nostre Roy Philippe le Bel, contre Boniface VIII. & l'ont obtenu, mesmes par recognoissances, portees par bulles expresses, de Benoist XI. & Clement V. qui ont esté Papes apres iceluy Boniface. Des l'annee 1565. lors que l'on a voulu renouueler ceste Doctrine pour troubler ce Royaume, le semblable a esté iugé par le Parlement: & il ne s'en est point ensuiuy de schisme; & on n'a point publié, commel'on fait à present, quel'on vouloit faire vn schisme en l'Eglise. Deux cent des plus notables Ecclesiastiques & seculiers habitants de la Preuosté & Vicomté de Paris, ville capitale de ce Royaume, ont reconnu, comme Messieurs du Parlement qui les ont jugez, que dans icelle Preuosté & Vicomté, au grand des honneur & opprobre de la France, deux execrables parricides ont esté commis és personnes sacreez des deux derniers de nos Rois, Tres-Chrestiens & Tres-Catholiques,

soubs pretexte de ceste detestable Doctrine. Ils ont resolu d'en demander la condemnation, & d'en destourner les effects à l'aduenir. Les habitants de plusieurs autres Prouinces de ce Royaume ont aussi mis en leurs Cahiers semblable resolution. Est-ce vouloir faire vn schisme en l'Eglise? Il n'y a non plus d'apparence de le dire que de retrancher du passage de Tertullian, ou il dit que les Chrestiens prient tous les iours Dieu pour l'Empereur, bien que payen, ces termes; *solo DEO minorem*, moindre que DIEU seul; lesquels confirment en tout & par tout ceste resolution. Il n'y a non plus de raison de le publier que de proposer que de l'auctorité du Roy ceste Doctrine ne peut estre condannee par le Parlement des Ducs & Pairs de France, ou residela Iustice ordinaire du Roy, que l'on a tousiours dit, estre son bras droict. Pour conuaincre ceux qui veulent estre si mauuais François que d'ignorer la dignité & les droicts de nos Rois & de leur Iustice ordinaire, qui resident en leurs Parlements, il ne faut que rapporter la Pragmatique Sanction de saint Louis, faicte en l'an 1268. par laquelle entre autres choses sont defendues toutes les exactions



etions & leuees de deniers que la Cour de Rome, vouloit entreprendre de faire en ce Royaume: Et l'Arrest donné au Parlement de Paris en l'an 1463. contre les collecteurs de ces deniers commis de la part du Pape, inseré en l'ancien Stile du Parlement. Si ceste leuee de deniers a esté iustement & sans faire schisme defenduë, comme elle a esté, par ce saint Roy, & par ce Parlement: à plus forte raison, ceste doctrine de depose & tuer les Rois & Princes, doit elle estre iustement & sans faire schisme condamnée; veu mesme l'abominable pratique qui s'en est ensuiuie.

C'est trop mal cognoistre les François que de s'imaginer que ces pretextes, ces subterfuges, ces couleurs, peuuent suffire pour les attirer & leur persuader de permettre que l'on depose & assassine leurs Rois; & que de leurs Rois, on face des Feudataires & Seigneurs Suzerains; & que l'on confere, mesmes à des estrangers, ce Royaume, ainsi qu'un benefice; encores avec pire condition, sçauoir d'estre depose & tué quand il semblera bon aux collateurs, sans auoir vn moment de temps pour penser à DIEU, & implorer sa grace & misericorde.

Les vrais François ne sont pas si ignorants de l'affection & de l'obeissance que Dieu leur enjoint de rendre à leurs Rois, non seulement pour crainte de leur courroux, mais aussi pour l'amour de leur conscience: de la reuerence qui est deuë à l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & au Pape: de la distinction qui se faict apres S. Louis entre l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine, & la Cour Romaine, qui fait ces entreprises sous pretexte de Religion, non point l'Eglise: & des effects de l'excommunication, qui ne priuent pas seulement vn particulier, des honneurs & des biens qu'il possede.

Les François ne peuuent estre sans scauoir la force de la loy Salique, fondement de ce Royaume, & comme en pleine guerre leurs predecesseurs l'ont courageusement defenduë, & ont par son moyen conserué, il y a pres de treize cent ans, ce Royaume, sans la conseruation duquel ils n'auroient à present & ne pourroyent auoir les biens & honneurs qu'ils possedent.

Les François ne peuuent doubter que ceux qui recherchèt ces pretextes, & les publient, ne soyent vrayement ceux la

qui veulent faire le schisme; & qui, fil se fait, en receurent le blasme & la punition. Les vrais François ne sont pas si mal instruits qu'ils ne sçachent que le schisme se fait principalement par l'innovation de la Doctrine: & que la nouveauté paroist manifestement en ceste Doctrine de déposer les Rois & Princes, & de disposer de leurs Vies & de leurs Couronnes & Principautez, puis que Antoine Augustin Euesque d'Ilerde; & depuis Archeuesque de Tarracon, au Royaume d'Aragon, le plus docte des Canonistes, en son Commentaire du droit canon, ne luy a peu donner autre, ni plus ancien, fondement, que l'autorité de Gregoire VII. & que Suarez, l'un des Peres d'icelle, la fonde principalement sur la bulle *Vnam sanctam*, faicte par Boniface VIII. disant au chapitre 8. nombre 8. de son Liure 6. intitulé, *Defensio fidei Catholicæ*, en ces termes; *Propositio hæc, Papa potestatem habet ad deponendos Reges hæreticos, & pertinaces, suove Regno in rebus ad salutem animæ pertinentibus perniciosos, inter dogmata fidei tenenda & credenda est. &c. Et apertissime declarauit Bonifacius VIII. in extrauagante, Vnam sanctam, de maiestate & obedientia, conclu-*

*dens esse veritatem hanc de necessitate salutis. C'est à dire; Ceste proposition, Le Pape à puissance de deposer les Rois heretiques, & opiniaftres & pernicioeux à leurs Royaumes és choses qui concernent le salut de l'ame, doit estre creuë & tenuë entre les Articles de Foy. &c. Et Boniface VIII. l'a declaré tres-clairement en l'extrauagante, Vnam sanctam, au titre de Maioritate & obedientia, concluant que ceste verité est necessaire à salut.*

Les vrais François recognoissent trop certainement par la Pratique de ceste nouvelle Doctrine, qu'ils ont veuë, à leur tresgrand regret, és perfonnes sacreez des deux derniers de nos Roys, que le deposer emporte & attire le tuer & l'assassiner; & que les Maximes de ceste Doctrine, lesquelles j'ay cy-deuant rapporteez, y sont expressees; & que les deffestables Chastel & Rauillac l'ont ainsi descouuert, & principalement Rauillac respondant en son interrogatoire; *C'est la question de sçauoir s'il estoit Roy Tres-Chrestien.*

Les François ne peuuent estre sans se ressouenir que peu auparauant l'execrable parricide de Rauillac, l'on a publié & fait veoir dans Paris vne Censure de l'Arrest donné par le Parlement contre le

detestable Chastel, par lequel ceste Doctrine & ses Maximes, prises pour pre-  
 texte & fondement par cet Assassin, ont  
 esté condamnées. Les vrais François  
 ne scauroient se laisser endormir pre-  
 uoyants bien que si on ne condamne ce-  
 ste Doctrine, à ceste heure, on ne la con-  
 damnera iamais à temps. Ils auroient  
 la memoire trop malheureuse, s'ils ne se  
 souuenoient que la ville capitale de la  
 Touraine, non plus que toute la prouin-  
 ce, n'a esté infectée des rebellions pas-  
 sées, ni de ces parricides; parce prin-  
 cipalement, que defunct Monsieur de  
 Maillé Archeuesque de Tours en l'an  
 1583. fait condamner ceste Doctrine, en  
 vn Concile Prouincial, au commence-  
 ment duquel ce Canon se trouue; *Si quis*  
*potestati Regiæ (quæ non est nisi à D E O)*  
*contumaci ac inflato spiritu, contra auctõrita-*  
*tem & rationem pertinaciter contradicere præ-*  
*sumpserit, & eius iustis imperiis obtemperare*  
*noluerit, anathematizetur.* C'est à dire; Si  
 quelqu'un entreprend ou presume de  
 contredire opiniaistrement avec esprit de  
 rebellion & d'orgueil, contre droit &  
 raison à la puissance Royale, (laquelle n'est que  
 de D I E U seul) qu'il soit anathematizé.

Les François entendent trop souuent

parler de Liures commandez, eſcrits,  
 & publiez, pour faire approuuer, con-  
 firmer, & practiquer ceſte Doctrine, par  
 perſonnes d'une meſme compagnie, juſ-  
 ques au nombre de trente trois, entre leſ-  
 quels il y en a pluſieurs François, tant ils  
 ſont ingrats & malheureux. Les vrais  
 François apperçoient trop clairement  
 que ces pretextes & couleurs viennent  
 de ceux la meſmes qui ſe ſont manifeſtez  
 depuis l'exécrable parricide de Rauail-  
 lac, prenans l'occaſion du bas aage de  
 noſtre Roy, pour faire auctorifier ceſte  
 Doctrine, afin de n'eſtre plus ſubiects de  
 leur Prince naturelle, & d'eſtablir la Mo-  
 narchie laquelle ils ſe ſont propoſee, &  
 ont deſcouuerte par les bulles qu'ils ont  
 obtenuës, & par les medailles qu'ils ont  
 fait faire, ou ils ont fait mettre ces mots;  
*Ipſe per nos regnabit; Faciemus ipſum monar-*  
*chã;* c'eſt à dire; Il regnera par nous; Nous  
 le ferons monarque. Les François ont  
 trop de cognoiſſance des inuentions &  
 pratiques de ces pretendus compagnons  
 de Ieſus, renouateurs de ceſte Doctrine,  
 & particulierement de celui qui depuis  
 peu en vne Epiſtre qu'il a faiſte à Meſ-  
 ſieurs des Eſtats generaux, leur adreſſant  
 vne Reſponce à des obiections qu'il ſ'eſt

luy mesme forgeez & imagineez sur la reception du Concile de Trente, imprimée chez Sebastien Chappellet, a reproché aux François, *qu'ils ne recognoissent autres Princes que ceux qui sont de sang de France*; a rapporté pour engager en ceste meslée Messieurs de Guise, que l'on detracte de leurs peres; à escrit pour diuiser les Parlements que l'on les assubiectist à celuy de Paris; à mis en auant pour animer la Noblesse, que l'on veut regler ses gouuernements & lieutenances.

Il pourroit estre necessaire de monstrier plus amplement le dessein de ces Docteurs, & de leurs Escholiers & Familiers; & le grãd preiudice qu'ils font & feront par ceste nouuelle & estrãgere Doctrine à la Religion Chrestienne, Catholique Apostolique & Romaine, & à tous ceux qui en font profession, soient Empereurs, soient Rois, soient Ducs, soient Marquis, soient Comtes, soient Barons, ou de quelque autre qualité & condition, n'estoit qu'ils sont notoires, & qu'il n'y a que les aueuglez qui ne les peuuent à present veoir & recognoistre. Adieu Amy Lecteur.

[illegible]

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of subscribers. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.